[Allocution prononcée par Fidel Castro Ruz, président de la République de Cuba, à la cérémonie de constitution du Contingent international Henry Reeve de médecins spécialisés en situations de catastrophes et de graves épidémies et de remise de diplômes aux élèves de médecine, à la Cité des sports, La Havane, le 19 septembre 2005 \[1\]](#)

Date:

19/09/2005

Médecins du cours 2004-2005 qui venez de recevoir vos diplômes ;

Membres de la Brigade Henry Reeve ;

Professionnels de la santé qui avez rempli de glorieuses missions internationalistes ;

Elèves des quatrième, cinquième et sixième années des facultés des sciences médicales de La Havane ;

Elèves de l'Ecole latino-américaine des sciences médicales ;

Jeunes qui suivez des cours de soins infirmiers et de technologie de la santé ;

Professeurs, parents et invités ;

Compatriotes :

Si l'on ajoute la quantité de diplômés latino-américains et caribéens de l'Ecole latino-américaine de sciences médicales provenant de pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et d'Amérique du Nord, à celle des jeunes Cubains qui reçoivent leur titre aujourd'hui, on obtient un total de 3 515 nouveaux médecins qui seront au service de nos peuples et du monde.

Ce total ne cessera de croître pour finir par dépasser dix mille nouveaux médecins par an, compte tenu de notre engagement de former à Cuba, en dix ans, cent mille médecins latino-américains et caribéens selon les principes de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), souscrits entre Cuba et le Venezuela, lequel en fournira autant, en marche décidée vers l'intégration de nos peuples.

Devenir médecin, c'est s'engager sur une longue route qui conduit à la plus noble activité qu'un être humain puisse réaliser envers son semblable.

Bien que chaque personne et chaque peuple ait droit à une vie saine et au privilège d'une existence prolongée et utile, les sociétés les plus riches et les plus développées, dominées par l'appât du gain et la soif de consommation, ont converti les services médicaux en une vulgaire marchandise, devenue inaccessible aux secteurs les plus pauvres de la population. Ces services existent à peine dans bien des pays du tiers monde. Et, entre les pays développés et ceux qu'on appelle par euphémisme les « pays en développement », les écarts sont abyssaux. Alors que, selon les statistiques, les taux de mortalité

infantile sont inférieurs à 10 pour 1 000 naissances vivantes dans les pays développés et que l'espérance de vie se monte chez certains à quatre-vingts ans ou plus, d'autres pays, tels de nombreux pays africains, doivent se résigner à des taux de mortalité infantile chez les moins d'un an dépassant 100, voire 150 décès pour 1 000 naissances vivantes, et à une espérance de vie qui diminue et oscille dans certains pays à trente ou quarante ans. Alors que ceci se passe au vu et au su du monde, les dépenses militaires se chiffrent à un milliard de dollars par an, une dépense seulement comparable à une autre tout aussi absurde, celle de la publicité, qui atteint ce même chiffre. L'une ou l'autre de ces dépenses, bien employée d'année en année, serait plus que suffisante pour permettre à tous les habitants de notre planète de vivre une vie décente.

Ni le climat ni le potentiel génétique n'est la cause de cette tragédie. Cuba, pays tropical au climat chaud et humide, le plus propice aux virus, aux bactéries et aux champignons, dont la population est un brassage d'ethnies, qui est soumis à un blocus et une guerre économique cruels depuis presque un demi-siècle, peut pourtant faire état d'un taux de mortalité infantile inférieur à 6 décès pour 1 000 naissances vivantes dans la première année de vie, à peine moindre que celui du Canada, et atteindra moins de 5, et peut-être moins de 4 dans un avenir pas si éloigné, pour occuper la première place sur ce continent. Parallèlement, Cuba mettra deux fois moins de temps que le Suède et le Japon à élever l'espérance de vie, qui se monte aujourd'hui à 77,5 ans, de soixante-dix à quatre-vingts ans. Ses services de santé ont permis d'élever cette espérance de vie de presque dix-huit ans, alors qu'elle n'était que d'environ soixante ans au triomphe de la Révolution le 1er janvier 1959.

Ces assertions pourraient paraître présomptueuses si notre patrie ne pouvait être qualifiée aujourd'hui, en toute justice, comme le pays qui a le plus fait au monde pour partager ses connaissances et ses expériences médicales avec d'autres peuples.

Pas une seule fois, tout au long de son histoire révolutionnaire dévouée, notre peuple n'a cessé d'offrir son aide médicale solidaire en cas de catastrophes à d'autres peuples qui en avaient besoin, aussi abyssales qu'aient pu être les différences idéologiques et politiques, ou les graves offenses reçues des gouvernements.

Nous n'avons jamais trahi et nous ne le ferons jamais nos concepts relatifs à la condition humaine d'autres peuples et le devoir de fraternité et de solidarité. Des dizaines de milliers de médecins et de professionnels de la santé cubains disséminés de par le monde sont un témoignage irréfutable de ce que j'affirme. Aucune barrière idiomatique, aucun sacrifice, aucun danger, aucun obstacle n'existera jamais pour eux. Quarante-trois ans se sont presque écoulés depuis le jour où Cuba a dépêché sa première brigade médicale en Algérie, à peine libérée du colonialisme après une lutte pour l'indépendance héroïque.

Quatre décennies plus tard – alors que la Période spéciale touche à sa fin – les services médicaux sont devenus le poste le plus important d'échange de biens et de services de notre pays avec le monde sur le plan économique, sans que Cuba ait cessé pour autant d'offrir sa coopération médicale gratuitement à plus de soixante pays du tiers monde qui ne disposent pas des ressources économiques. Il en a toujours été ainsi et il en sera toujours ainsi.

Rien de ce que je viens de dire ne sera toutefois comparable aux programmes de santé intégraux ayant vu le jour après que le cyclone Mitch a frappé l'Amérique centrale en 1998, provoquant la mort de dizaines de milliers d'enfants et d'adultes, essentiellement des pauvres et des démunis.

Nous avons promis de dépêcher assez de médecins pour sauver, chaque année, autant de vies que le cyclone en avait emportées. C'est aussi de cette manière que l'Ecole latino-américaine de sciences médicales, l'ELAM, a vu presque aussitôt le jour. Ce programme intégral s'est étendu à d'autres nations latino-américaines et caribéennes, et très vite à de nombreux pays reculés d'Afrique. De nos jours, même Timor-Oriental, dans la lointaine Océanie, est compris dans le Programme intégral de santé cubain.

L'ELAM compte désormais plus de douze mille élèves. Voilà à peine deux mois, elle a diplômé sa première promotion de 1 610 médecins au cours d'une cérémonie à laquelle ont assisté de nombreux Premiers ministres et hauts fonctionnaires de la région, dont notre frère de cœur, Hugo Chávez, président de la République bolivarienne du Venezuela, à laquelle nous unissent des liens indestructibles fondés sur l'histoire et une lutte commune pour l'intégration et l'indépendance pléines de nos peuples.

C'est au nom des peuples vénézuélien et cubains que nous sommes profondément engagés, tous les deux, à appuyer la santé, l'alphabétisation, l'éducation, la mission Miracle, PETROCARIBE, ELECTROCARIBE, la lutte contre le sida et d'autres importants programmes sociaux et économiques à grande teneur humaine et à volonté d'intégration dans notre région.

L'immense tâche de préserver ou de rendre la vue à non moins de six millions de Latino-Américains et Caribéens et de former deux cent mille médecins et professionnels de la santé en dix ans n'a pas de précédents dans le monde.

Je suis toutefois convaincu que ces programmes seront dépassés. On a parlé le 30 juin d'étendre la mission Miracle aux pays caribéens. Je peux aujourd'hui vous informer, quatre-vingt-un jours après, que le nombre de Caribéens opérés de la vue dans notre pays se monte déjà à 4 212 et celui des frères vénézuéliens, tout au long de cette année-ci, à 79 450, soit un total de 83 662.

Les grands progrès faits dans ce domaine par notre patrie s'étendront à d'autres pays frères de notre région grâce aux jeunes médecins qui commencent à sortir de l'Ecole latino-américaine de sciences médicales.

C'est un fait que la coopération médicale de Cuba et de ses instituts de recherche scientifique avec d'autres pays du monde s'étend rapidement au bénéfice de l'humanité. Il n'est donc pas étonnant que Cuba n'ait pas hésité à offrir au peuple étasunien de lui envoyer aussitôt du personnel médical expérimenté et des ressources indispensables pour soigner d'urgence les personnes en danger de mort à cause d'une grande catastrophe naturelle. À quoi il fallait ajouter que notre pays était le plus proche, géographiquement parlant, de la zone touchée par le cyclone et qu'il était en mesure de dépêcher une aide humaine et matérielle en quelques heures à peine. C'était comme si un grand navire de plaisance étasunien emportant de milliers de passagers était en train de couler à proximité de nos côtes. Donc, nous ne pouvions pas rester indifférents. Que nul n'aille croire que cette aide pouvait être jugée comme une offense ou une humiliation. Nous avons fait parvenir notre message aux autorités étasuniennes à peine Katrina s'était-il abattu avec sa force destructrice sur la Nouvelle-Orléans. Il est douloureux d'y penser, mais certaines de ces personnes désespérées que nous avons vues, encerclées par les eaux et au bord de la mort, ont peut-être pu en réchapper. Dure leçon pour ceux qu'un orgueil mal placé et des concepts erronés ont poussés à ne pas répondre, fût-ce tardivement, à notre offre, comme si nous ne l'avions pas déjà fait dans des circonstances similaires. Certains ont prétendu justifier cette conduite sous prétexte que Cuba avait refusé auparavant l'offre monétaire ridicule de cinquante mille dollars que les Etats-Unis lui avaient faite : c'était là une offre que, pour des raisons historiques et morales qui coulent de source, au milieu d'un blocus qui a coûté des dizaines de milliards de dollars, de pair avec le harcèlement et les agressions qui, depuis maintenant un demi-siècle, ont causé des milliers de vies, nous ne pouvions que refuser. Nous n'offrions pas de l'argent, nous ; nous offrions de sauver des vies, et nous maintenons notre offre, pour aujourd'hui ou pour demain, car c'est et ce sera la norme habituelle de Cuba vis-à-vis de n'importe quel peuple du monde.

Si j'ai abordé ce point, c'est parce que, les autorités étasuniennes ont supprimé le nom de Cuba de la longue liste des pays ayant offert leur aide, ce qui a causé de la confusion, voire de l'étonnement, parmi les nombreux amis de notre pays dans le monde. Je l'ai déjà expliqué le 2 septembre, trois jours après notre offre, en concrétisant publiquement notre disposition à dépêcher par avion, dans des délais de douze à trente-six heures, mille cent médecins emportant dans leurs sacs à dos vingt-quatre tonnes de médicaments indispensables. À peine quarante-huit heures après, le 4 septembre, cette force se montait déjà à 1 586 médecins et paramédicaux, prêts à partir en emportant trente-six tonnes de médicaments : la présentant au monde au palais des Congrès, nous l'avons appelée Force médicale

Henry Reeve, à la mémoire de cet exceptionnel et jeune combattant étasunien mort pour l'indépendance de Cuba.

Le 12 septembre au soir, une note informative a été remise au journal Granma, qui l'a publiée le lendemain, 13 septembre. On y faisait savoir que la remise de diplômes de l'année universitaire 2004-2005 se réaliserait le 19 septembre, à cinq heures de l'après-midi, sur la place des Drapeaux de l'Ecole latino-américaine de sciences médicales. Mais le mauvais temps nous a obligé à changer à temps. On y faisait aussi savoir ce qui suit, et je cite textuellement :

Il sera constitué ce jour-là une organisation sans précédent dans le monde : le Contingent international de médecins spécialisés dans des situations de catastrophes et de graves épidémies, qui prendra la place de la Force médicale constituée pour appuyer le peuple étasunien à peine Katrina avait-il frappé le Sud de cet pays de toute sa brutalité. Il aura pour objectif non seulement d'appuyer une nation donnée, mais de coopérer sans retard, grâce à son personnel spécialement formé, avec tout pays qui souffrirait une catastrophe semblable, en particulier ceux qui seraient frappés par de graves fléaux : cyclones, inondations et d'autres phénomènes naturels similaires. Il portera le même nom que celui de la Force médicale née à la suite de la tragédie que le peuple étasunien vient de souffrir : Henry Reeve.

Quatorze jours s'étaient déjà écoulés sans que les autorités étasuniennes aient fourni la moindre réponse à notre offre.

Le mercredi 14 septembre, au soir, je me suis de nouveau réuni avec tous les membres de cette force, tous en train d'enrichir leurs connaissances, pour les informer de la déclaration faite par le gouverneur de la Louisiane, connue à Cuba dans la journée, et du message adressé par Bruno Rodríguez, premier vice-ministre des Relations extérieures de notre pays, dont je vous lis aujourd'hui la teneur afin que l'opinion publique en soit informée :

Honorable gouverneur de la Louisiane, Mme Kathleen Babineaux Blanco

Madame le Gouverneur,

Nous avons lu attentivement votre ordre exécutif n° KBB 2005-33, portant Déclaration d'urgence en santé publique et suspension de la procédure d'Etat de délivrance de permis aux professionnels et personnels médicaux extérieurs, qui signale textuellement : « ...Bien qu'un certain nombre de personnes aient été sauvées, beaucoup d'autres attendent de l'être à leur tour, d'être évacuées et de recevoir des soins médicaux, tandis que de nombreux citoyens ont souffert et souffriront de maladies et de blessures... » Votre déclaration signale aussi : « La quantité de médecins disponible actuellement dans l'Etat est insuffisante pour répondre à cette urgence et il nous faut sur-le-champ d'autres médecins en mesure de porter secours aux sinistrés du désastre... »

Je tiens à vous faire savoir que le personnel cubain nécessaire que nous avons offert aux USA pour secourir la population et soulager les souffrances des victimes du cyclone Katrina – soit 1 586 médecins qualifiés et expérimentés, apportant les médicaments adéquats ou tous autres médicaments qu'exigeraient les nouvelles circonstances – est prêt à partir sur-le-champ par avion pour la Louisiane dès que vous disposerez de l'autorisation correspondante des autorités fédérales.

Bruno Rodríguez Pariilla

Ministre p.i.

Cinq jours de plus se sont écoulés, et aujourd'hui, 19 septembre, les autorités fédérales n'ont toujours pas dit un traître mot. Nous avons donc toutes les raisons du monde de penser que l'offre généreuse et opportune de notre peuple ne sera pas non plus acceptée.

Comme la tragédie que vit le monde saute de plus en plus aux yeux, nous ratifions notre décision de

créer aujourd'hui, 19 septembre 2005, le Contingent Henry Reeve qui sera formé tout d'abord des membres de la Force médicale qui porte ce nom, auxquels viendront s'ajouter successivement deux cents bénévoles de la promotion de médecins actuelle 2004-2005, deux cents de la promotion antérieure 2003-2004, six cents élèves de la sixième année de médecine, promotion 2005-2006, et huit cents de la cinquième année de cette même promotion, après viendront les autres, personne n sera exclue.

Les dizaines de milliers de spécialistes en médecine générale intégrale, les licenciées en soins infirmiers et les technologues de la santé cubains, qui remplissent ou ont rempli des missions à l'étranger, constituent un creuset inépuisable pour le Contingent Henry Reeve.

Indépendamment de leurs connaissances de médecins généralistes, les plus jeunes, ou les spécialistes en médecine générale intégrale, qui seront la majorité, ou d'autres spécialités, quel que soit l'endroit de notre pays ou du monde où ils exercent leurs fonctions normales, tous les membres de ce Contingent devront posséder de solides connaissances en épidémiologie et en maladies associées aux catastrophes naturelles, parler deux langues étrangères parmi les plus usuelles, avoir des conditions physiques appropriées et, le cas échéant, la disposition et la préparation nécessaires pour se rendre rapidement par divers moyens à l'endroit où on a besoin d'eux d'urgence. Cette glorieuse organisation, la première de ce genre dans l'histoire d'une humanité qui a toujours plus besoin de coopération et de solidarité, sera ouverte aux jeunes Latino-Américains et Caribéens diplômés de l'ELAM, et même aux Etatsuniens qui y font des études.

Le Contingent Henry Reeve ne se contentera pas de soutenir la population en cas de cyclones, d'inondations et d'autres catastrophes naturelles de ce genre : des épidémies données constituent de vraies catastrophes naturelles et sociales. Il suffit de citer, à titre d'exemple, la dengue hémorragique qui frappe toujours plus de pays latino-américains, privant de la vie en particulier des enfants, ou d'autres maladies graves, vieilles et nouvelles, dont nous pouvons et devons savoir comment les combattre le plus efficacement possible. Il existe notamment une épidémie terrible - disons le mot - qui frappe le monde : le VIH, le sida, qui menace de liquider des nations entières, voire des régions continentales. Cuba occupe une place éminente dans la prévention et la lutte contre cette maladie. Quand on analyse son taux de prévalence sur ce continent, on constate qu'il existe des pays à taux d'infestation moyenne se montant, en 2003, d'après la dernière publication, à 2,4 p. 100, 2,3 p. 100, 3,2 p. 100 de la population adulte entre quinze et quarante-neuf ans. Pour des raisons évidentes, je ne cite pas de noms. Dans d'autres pays, le taux d'infestation est plus élevé. Le meilleur taux, après Cuba, est de 0,6 p. 100. Là non plus, je ne donnerai pas de nom. À Cuba, il est de 0,07 p. 100, soit un taux de prévalence inférieur de 8,6 fois à celui du pays le plus proche.

Nos médecins, nos scientifiques, nos chimistes pharmaceutiques, et en particulier ceux du Contingent Henry Reeve, doivent connaître le plus de choses possible du sida, les méthodes les plus efficaces pour le combattre, et savoir surtout lesquelles de ces méthodes s'adaptent le mieux aux conditions concrètes de chaque pays.

Quand les nations développées et immensément riches décideront de coopérer vraiment avec les pays africains et d'autres pays du monde dans la lutte contre le sida, elles auront besoin de professionnels comme ceux du Contingent Henry Reeve. C'est alors qu'on comprendra dans toute son ampleur la valeur de cette décision. Les Etats développés et riches ont le capital financier, mais non le capital humain. Si l'on veut éviter par exemple que le sida se transmette de la maman à l'enfant, il faut pratiquer une césarienne. Or, les mamans vivent dans les villages, et les médecins du monde développé ne vont pas dans les villages africains : ils ne sont pas programmés pour ça.

Il faut former les médecins dont ont besoin les campagnes, les quartiers marginaux et pauvres des villes du tiers monde. Jusque dans des pays immensément riches comme les Etats-Unis, des dizaines de millions d'Afro-américains, d'Indiens, d'immigrants latinos, haïtiens et autres, ne bénéficient pas de programmes et de soins médicaux.

Discours à l'acte de constitution du Contingent international "Henry Reeve" médicale.

Published on Fidel soldado de las ideas (<http://www.fidelcastro.cu>)

Nous offrons de former des professionnels prêts à lutter contre la mort. Nous prouverons qu'on l'on peut riposter à bien des tragédies de la planète. Nous prouverons que l'être humain peut et doit être meilleur. Nous prouverons la valeur de la conscience et de la morale. Nous offrons de vies.

Vivent les défenseurs de la vie qui ont reçu aujourd'hui leur diplôme !

Vivent les médecins, hommes et femmes, capables de vaincre la mort !

Vive le glorieux Contingent international Henry Reeve !

Versiones taquigráficas

Source URL: <http://www.fidelcastro.cu/fr/discursos/discours-lacte-de-constitution-du-contingent-international-henry-reeve-medicale>

Liens

[1] <http://www.fidelcastro.cu/fr/discursos/discours-lacte-de-constitution-du-contingent-international-henry-reeve-medicale>